

Interview d'Egon Bahr: Willy Brandt et l'adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes (Metz, le 10 juin 2006)

Source: Interview d'Egon Bahr / EGON BAHR, François Klein, prise de vue : François Fabert.- Metz: CVCE [Prod.], 10.06.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:02:04, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_d_egon_bahr_willy_brandt_et_l_adhesion_du_royaume_uni_aux_communautes_europeennes_metz_le_10_juin_2006-fr-1c77ed65-e39d-4bdc-926f-a9d57e3b0596.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Interview d'Egon Bahr: Willy Brandt et l'adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes (Metz, le 10 juin 2006)

[François Klein] De 1966 à 1969, vous avez été chef de section et directeur du service *analyse et prévision* au ministère des Affaires étrangères, ainsi qu'envoyé spécial. En 1967, le Royaume-Uni introduisait sa deuxième demande d'adhésion à la Communauté économique européenne. Quelle était la position de Willy Brandt et du gouvernement allemand sur cette question?

[Egon Bahr] Brandt était d'avis que l'Europe n'était pas complète sans la Grande-Bretagne. La mère de la démocratie européenne devait en faire partie. Tout comme, sur la base de son expérience personnelle, il était convaincu que l'élément sociopolitique spécifique des pays scandinaves ne pourrait pas faire de tort à l'Europe. Dès lors, à la Conférence de la Haye, toutes les conditions étaient réunies pour qu'il puisse s'entendre avec Pompidou sur un feu vert à l'adhésion britannique. J'accorde une valeur toute particulière au fait que la première action du gouvernement socio-libéral de Brandt ait été une action européenne. La Haye, c'était... Bien sûr, nous avons immédiatement signé le traité de non-prolifération, mais le premier geste de politique étrangère du gouvernement, c'était cet acte européen à La Haye: un feu vert à l'adhésion britannique.